



Pédagogie des espaces publics,
Education populaire,
Recherche-action.

Pourquoi aller vers les habitants ?

Un regard politique

Les équipements dits de proximité ont développé, de manière très majoritaire, ce qu'on pourrait appeler une logique programmatique, c'est-à-dire une politique centrée sur la programmation d'activités (de loisirs ou de culture) et de services. Cette tendance générale a pour corollaire le fait d'accueillir des publics au sein d'un lieu, celui qui concentre l'offre, et éventuellement de se délocaliser pour des événements ponctuels dans l'espace public.

Une des premières conséquences de cette tendance, c'est qu'un ensemble de professionnels sont devenus, peu à peu, des programmeurs, qu'il s'agisse de spectacles, d'activités sportives, de sorties patrimoniales, de cours d'alphabétisation ou de café des parents. La question : « que propose-t-on comme programme ? » est peu à peu devenue une question centrale, qui interroge essentiellement l'objet de l'activité, le sujet de la discussion, la pertinence des créneaux, des intervenants, des supports, des salles, de la communication à produire. Ce que chaque professionnel fait devient dès lors simple à comprendre : que vous soyez une assistante sociale, un animateur jeunesse ou un chargé d'insertion, vous avez des créneaux et des actions/activités à programmer. En conséquence, lorsque le public n'est pas au rendez-vous, on se demandera d'abord quoi changer en termes d'activité, de support, de canal de communication, de lieu ou de moment. Le degré de proximité découlerait donc en grande partie de la capacité à faire une offre programmatique pertinente. En termes de résultats, cette tendance lourde a conduit à des résultats décevants : un public résiduel est toujours présent, un public d'habitues, accompagné d'un public plus large d'utilisateurs, pas très nombreux cependant au regard du territoire d'intervention. Ces publics sont par ailleurs régulièrement jugés trop passifs, trop utilisateurs, trop consommateurs. L'offre événementielle élargit souvent la quantité de participants et la diversité de leurs profils, mais la plupart du temps sans bénéfice réel à moyen ou long terme, sans que ces nouveaux publics ne s'attachent à l'institution.

Face à cette monoculture programmatique, on trouve des alternatives, essentiellement des tentatives pour multiplier les rencontres avec les habitants en dehors de l'institution, de façon à passer du temps avec eux, pour les connaître avant toute chose. Il s'agit par exemple de créer des rituels dans les espaces publics, des lieux de rencontre permanents comme dans la pédagogie sociale défendue en France par Laurent Ott¹. Il s'agit encore d'aller chez les habitants et de multiplier les entretiens de face-à-face dans leur salon, leur cuisine, comme le font dans les quartiers populaires les partisans du community organizing². Il s'agit aussi de déambulations actives à travers lesquelles, groupes par groupes, individu par individu, on va s'intéresser à ceux qui habitent ou investissent la rue, comme le font les éducateurs spécialisés, qui travaillent en direction de certains jeunes ou de publics en errance. Dans un registre proche, on trouve certaines actions de médiation éducative, sociale ou culturelle, dans lesquelles c'est l'institution qui tente de se donner les moyens de toucher des publics non-captifs.

¹ Un bref résumé ici : https://www.youtube.com/watch?v=WiG_yddflvo&feature=emb_title

² Un article qui synthétise les ambitions ici <http://www.zones-subversives.com/2016/08/le-modele-du-community-organizing-en-france.html>

Dans tous ces cas de figure, ce qui est ici principal et qui constitue un préalable à toute action future, c'est le fait de se lier, de créer de l'attachement, dans un rapport de personne à personne, plus que d'institution à publics. L'hypothèse qui prévaut alors est celle de l'interdépendance des individus, qui permet de défendre l'idée fonctionnelle suivante : la manière la plus sûre de permettre à quelqu'un de découvrir quelque chose de nouveau, un monde nouveau, c'est d'y retrouver quelqu'un qu'il connaît déjà et en qui il a confiance. Inversement, dans la programmation, c'est l'autonomie théorique des individus qui est défendue. Il s'agit en effet de penser de manière globale les besoins des populations en segmentant les publics puis de produire un programme censé répondre à ces besoins. Charge à chaque individu de se responsabiliser alors et de faire preuve d'autonomie. C'est une vision qui suppose une capacité égale de chacun à s'orienter, à se construire ; c'est également une vision technocratique, rationaliste et qui permet de compter, de comptabiliser. En cela, c'est une vision néo-libérale, capacitaire et culpabilisante de la participation : nos programmes sont censés répondre à vos besoins. Nous vous apportons l'aide sociale et le progrès culturel. A vous d'en faire bon usage.

Évidemment, il s'agit là de tendances très générales et de schémas un peu figés. La réalité est plus complexe. Il y a potentiellement des résistances au sein de chaque structure, d'abord parce que certaines cherchent à diversifier leurs approches, d'autre part parce que nombre de professionnels ou de bénévoles tentent de lier, lorsqu'ils encadrent des activités, des relations sincères et directes. Disons-le comme ça : les acteurs de terrain composent et bricolent comme ils peuvent avec une tendance lourde qui ne semble pas (ou plus) très efficace, ni très enthousiasmante. On peut d'ailleurs s'intéresser, en ce qui concerne le côté de moins en moins désirable de l'évolution du travail social /socioculturel, à un repère significatif : les utopies, les grandes envies et les vocations d'une jeunesse qui voudrait changer le monde se situent aujourd'hui plutôt dans la solidarité internationale, l'écologie concrète, les Zones à Défendre, ou bien encore dans la possibilité d'ouvrir un café social dans un village.... Plutôt que de s'engager dans un équipement, un centre social, une mission locale ou un service culturel.

Là où les choses sont complexes également, c'est que cette politique programmatique est le fruit d'une histoire qui court sur quarante ans, dans laquelle l'Etat joue une part considérable, en demandant notamment à chaque équipement de contribuer à l'effort d'insertion des individus (à son autonomie au sens libéral donc), en multipliant à l'envie des contrats qui financent les institutions et les contraignent à rajouter toujours plus de programmes et d'offres censées toucher de nouveaux publics. Et, accessoirement, en leur demandant de rendre des comptes, de produire « du chiffre », de devenir donc des entreprises de la participation.

Aujourd'hui « l'aller vers », il faut en parler en réunion, il faut l'écrire dans ses projets, le revendiquer et tenter de s'y mettre : les financements sont là et tout le monde y va, de bonne ou de mauvaise grâce. Alors évidemment, c'est aussi surprenant et maladroit que ce qui s'est passé précédemment avec le pouvoir d'agir mais il ne sert à rien de trop s'en agacer, l'affaire est cyclique et ne doutons pas que dans 5 ans au plus tard, un nouveau mot d'ordre sera sur toutes les lèvres. Essayons plutôt de voir le mouvement d'ensemble actuel et ce qu'il pourrait nous apporter.

L'aller vers semble se présenter comme la suite logique d'une première injonction gouvernementale, d'un virage forcé, celui des lois de 2002, qui obligeaient alors collectivités de plus de 80 000 habitants, les hôpitaux, les lycées et moult institutions à se doter d'une instance participative. Le résultat fut assez quelconque - pouvait-on espérer mieux dans un pays si vertical que le nôtre ? - mais l'intention était là. Il fallait faire quelque chose, et même si ce fut un essai discutable et dont s'accommoderont rapidement tous ceux qui avaient d'autres chats à fouetter, cela n'a pas empêché quelques oiseaux rares de tenter de vraies avancées. Et le principal constat à l'origine de cette loi est resté présent, diffus, admis à défaut d'être vraiment décrypté : nos institutions ne savent pas considérer la position et la variété des publics ; elles attendent passivement sa venue et son adhésion. Ce fut comme une première pierre dans le jardin à la française.

Peu après, on voyait poindre - aussi bien du côté militant que de celui de la recherche - l'émergence de la notion de Care³, cette idée que le soin porté à autrui était autre chose que l'apanage des soignants, des infirmières et des aides à domicile, que le souci de l'autre n'était pas qu'une affaire de femme, qu'il pouvait donc devenir une notion politique, un angle d'attaque pour penser et agir notre société, une société de l'attention à l'autre, de l'attention au vivant.

Le développement du pouvoir d'agir recentrait cette attention autour des dynamiques d'émancipation. A partir d'une très longue recherche universitaire, il s'agissait de décrire les effets produits et induits par l'accompagnement institutionnel et de préciser les gestes professionnels qui semblent efficaces pour permettre une émancipation. Au cœur même de cette démarche, une certaine manière d'entrer dans la relation, d'enquêter **avec** les publics à propos de ce qui leur arrive, qui renvoyait là encore au fait d'être attentif et attentionné, d'offrir une considération inhabituelle.

Enfin, je fais de violents raccourcis, entendons-nous bien, quelques attentats et une pandémie plus tard, alors que les fragilités qu'on voulait enterrer, celle des quartiers populaires comme celles de notre système de santé étaient remises en lumière (entre autres), nous voilà au prise avec ce terme un peu vague, un peu fourre-tout, celui d'aller vers, la nouvelle injonction réparatrice.

³ <https://theconversation.com/nous-ne-sommes-pas-en-guerre-nous-sommes-en-care-137619>

Gardons cette vue d'ensemble, ce panorama à l'esprit car il permet, sur une vingtaine d'années, de figurer un lent mouvement - par-delà les effets de modes - dont nous pouvons essayer de saisir quelques principes : nous avançons cahin-caha vers cette possibilité de construire une politique du soin en ce qui concerne tous les environnements, humains et naturels. En tant qu'animateurs, ils nous appartient de les décliner en pédagogies de l'attention, d'autant qu'après des décennies de culpabilisation des publics (trop passifs, trop consommateurs, trop profiteurs, trop ingrats) comme des professionnels (inefficaces en diable, on se demande bien où passe l'argent public... !?), l'époque nous y encourage et suggère même que nos métiers pourraient, tous comptes faits, être nécessaires, au vu des sombres perspectives qui s'annoncent.

Alors outre le fait que le terme d'aller vers est porté par ce contexte général, la seconde raison qui me le fait aimer ou, pour être plus juste, qui ne me permet pas de le désavouer réellement, est peut-être moins claire, et demande à creuser l'expression en elle-même. L'aller vers renvoie en première instance à cette question de l'autre, de l'altérité. Dans le fait d'aller vers, ce qui n'est pas dit, c'est en effet vers qui il faudrait aller.... Et ce manque de précision me semble sous-entendre la direction suivante : on ne peut aller que vers celui qu'on ne connaît pas, l'étranger. On n'a – de fait - pas besoin d'aller vers les siens, nous sommes déjà avec eux. Et l'on retrouve ainsi ce que les religions du livre nous invitent généralement à faire : être dans une position radicale d'hospitalité envers l'étranger. Tout du moins, c'est l'écho implicite que je décèle dans le terme, une proposition d'accueil inconditionnel, une ouverture à l'autre. Or, dans une époque si pesante, où l'on voit et où l'on entend tous les jours des discours racistes aux heures de grande écoute, aller vers l'étranger - au sens large de celui qui ne nous est pas familier - semble plus que jamais bienvenu.

Secondement, on peut noter que « l'aller vers » s'associe logiquement avec le fait d'aller au-devant des gens, ou bien encore même de « prendre les devants ». Or, contrairement au sens étroit que convoque immédiatement le terme « d'aller vers » - cette idée de se déplacer physiquement au contact d'un public - voilà deux expressions qui peuvent davantage éclairer le sens global de la démarche, puisqu'elles supposent à la fois une envie et une capacité : l'envie de faire plaisir et de toucher juste, de faire quelque chose de « bien senti » pour autrui et, par conséquent, la capacité d'anticiper ses attentes, de comprendre son état d'esprit, ses dispositions intérieures, pour pouvoir agir de manière adéquate. Le déplacement est donc ici éminemment psychologique : si « l'aller vers » désigne une intention sans but ni contour, « l'aller au-devant » précise l'intention et suggère même une aptitude, savoir se mettre à la place des gens, sans laquelle les efforts pour sortir de son institution peuvent s'avérer vains.

L'émergence du aller vers dans de nombreux champs professionnels semble souligner la nécessité pour beaucoup d'acteurs d'apprendre à effectuer certaines opérations relationnelles précises - notamment la capacité à aller au-devant d'inconnus, la possibilité de s'inviter dans leur monde pour leur donner envie, en retour, de prolonger l'échange - qui renvoient à une compétence commune et transversale, l'animation.

Celle-ci possède en effet deux facettes : l'animation d'encadrement consiste à organiser des activités, suppose la connaissance d'une technique ou d'un public spécifique, et c'est pourquoi on parle d'animateur sportif ou d'animatrice jeunesse, ou encore d'animateurs périscolaires.

La seconde, qu'on pourrait nommer « animation relationnelle » et qui va ici nous intéresser, se réfère à une compétence sociale, bien moins claire et bien plus diffuse : l'aptitude à mettre en mouvement des groupes et des situations, à leur donner vie, à entretenir leur vitalité, comme l'indique l'étymologie du terme animation (de anima, en latin l'âme comme principe de vie). C'est cette fonction générique qu'on pourrait résumer comme « la capacité à faire naître une relation/une situation puis à en entretenir la vitalité » qui permet de lier dans un même terme des activités et des fonctions aussi hétéroclites que l'animation d'une émission de radio, d'un débat, l'animation d'une semaine commerciale en hypermarché, le fait de mettre en mouvement des dessins, ou encore la gestion d'un groupe d'enfants. Dans tous les cas, il y a animation.

Outre cet usage du terme pour des contextes forts différents, la confusion est d'autant plus forte que nous ne parlons pas là seulement d'une compétence professionnelle mais d'abord d'une compétence sociale. Etre en mesure de bien animer un groupe, cela se manifeste en premier lieu dans un cadre informel, personnel : « La soirée fut animée » ou au contraire « d'un ennui mortel », selon les aptitudes des uns et des autres. Parfois, la présence d'une personne garantit l'ambiance et l'animation, pour le meilleur ou pour le pire.

En conséquence, l'animation peut être comprise comme une méta-compétence (une compétence profonde, ancrée dans une multitude de situations) car d'une part tout le monde peut-être animateur dans un contexte intime et, d'autre part, il y a animation dans toutes les activités sociales et professionnelles qui supposent d'avoir la charge d'un groupe, tel l'enseignant qui a besoin de savoir animer sa classe, le syndicaliste animer une section syndicale, le prêtre animer une paroisse et n'importe quel responsable, son équipe.

Vu ainsi, l'animation devient donc l'art de faire équipe, de faire groupe, de créer de l'attrait pour le collectif, quel que soit sa taille, sa composition, son but. C'est pourquoi certains auteurs envisagent de définir l'animation comme une « intelligence stratégique des situations sociales »⁴.

⁴ Augustin Jean-Pierre, Gillet Jean-Claude. L'animation professionnelle. Histoire, acteurs, enjeux. Paris : L'Harmattan, 2000. 192 p. (Débats Jeunesses, 5) – P18 - www.persee.fr/doc/debaj_1275-2193_2000_mon_5_1

Pour finir ce premier temps consacré au sens du aller vers il peut être intéressant de rappeler ce que nous pourrions gagner à nous y engager avec détermination :

1. L'aller vers pourrait nous aider à redéfinir un métier particulièrement mal compris, à définir les spécificités de l'animation socioculturelle, sa valeur propre, son avantage spécifique, les compétences singulières qu'elle déploie et qui la rendent unique : compétences interculturelles, plasticité relationnelle, sens des opportunités, art de composer avec les ressources d'un territoire plutôt qu'à partir de ses difficultés, faculté à impulser de nouveaux rituels.
2. L'aller vers peut prendre appui sur de très nombreuses expériences, actuelles et passées, il constitue une réalité infiniment plus proche de l'animation telle qu'elle existe en France que ne l'était le DPA dont les modalités, bien qu'adaptables, s'appuyaient en premier lieu sur des dynamiques de travail communautaire très présentes outre-Atlantique, et sur l'accompagnement de travailleurs sociaux plutôt que celui d'animateurs. Ceci peut nous permettre d'envisager résolument de nouvelles dynamiques de formation, où le vécu des animateurs et le compagnonnage entre eux prendraient une place plus évidente.
3. L'aller vers, si nous en défendons la traduction la plus ambitieuse, s'inclut dans un mouvement plus large, celui d'une politique de l'attention et du soin porté aux gens et à la nature ; il participe d'une réflexion féministe, écologique, émancipatrice et nous inscrit dans des luttes collectives pour la préservation des environnements humains, sociaux et naturels. Il permet de repolitiser notre action.